

**Mali - Lutte contre le terrorisme -
Union européenne - Conférence de
presse conjointe de M. Jean-Marc
Ayrault, ministre des affaires
étrangères et du développement
international, et de M. Sigmar
Gabriel, ministre allemand des
affaires étrangères, à l'issue de
l'entretien avec M. Ibrahim
Boubacar Keïta, président de la
République du Mali - Propos de M.
Ayrault**
(Bamako, 07 avril 2017)

Merci Monsieur le Ministre et Cher Ami de nous accueillir, de nous accompagner. Je sais que notre ami Abdoulaye Diop aurait aimé être présent mais il était à New York. Nous avons donc échangé avant notre visite ici. Il était de tout coeur avec nous et je dois dire que je suis très heureux de cette deuxième visite franco-allemande au Mali.

Ce n'est pas ma deuxième visite au Mali mais ma deuxième visite franco-allemande et je suis heureux de la faire avec mon collègue et ami Sigmar Gabriel, nouveau ministre des affaires étrangères et vice-chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Depuis la visite précédente avec M. Frank-Walter Steinmeier, j'ai pu mesurer le chemin parcouru dans la mise en oeuvre des réformes même si je sais que le Mali fait face à des défis considérables : le défi de la lutte contre le terrorisme, de la lutte pour la sécurité et le défi du développement. Mais les réformes se mettent peu à peu en oeuvre et parfois elles sont très coûteuses. Je n'oublie pas, par exemple, que les patrouilles mixtes, qui sont prévues par l'accord d'Alger, comme la mise en place des autorités intérimaires, ont d'ailleurs, quelques jours après le sommet Afrique-France-Bamako au mois de janvier, alors qu'elles étaient en place et prêtes à sortir, été violemment attaquées par un attentat qui a fait près de 80 morts. Donc je tiens à exprimer toute ma compassion et toute ma solidarité avec le Mali. Certains auraient pu penser, parce que cet attentat était fait pour ça, que la volonté malienne allait être découragée pour mettre en oeuvre le processus de réforme. Et bien non, vous avez tenu bon et je tenais à le dire sincèrement et chaleureusement.

Je voudrais aussi remercier le Mali et son président qui nous a reçu en audience il y a quelques instants et qui a voulu saluer la mémoire de Julien Barbé, ce jeune caporal-chef de 28 ans du 6ème régiment du génie d'Angers qui est mort l'autre jour tué par des terroristes lors d'une attaque revendiquée d'ailleurs par M. Iyad ag Ghali qui est maintenant proclamé chef de ce regroupement d'al-Qaïda au Mali et qui se réjouit de cette mort comme un succès.

Le président a tenu à exprimer ses condoléances et sa solidarité. Avec Sigmar Gabriel, nous étions ce matin à Gao, nous nous sommes recueillis devant sa dépouille et c'était un moment extrêmement émouvant. Mais nous sommes engagés dans un combat commun, celui de la sécurité et du développement.

La MINUSMA a vu ses moyens renforcés avec une présence allemande beaucoup plus forte et les forces Barkhane continuent leurs missions antiterroristes et se déploient sur les territoires des différents pays du G5 Sahel. J'étais hier à Nouakchott et je me suis rendu au siège administratif du secrétariat exécutif du G5. J'ai pu faire le point avec les responsables sur place et j'ai pu en parler avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz et le président Ibk il y a quelques instants.

La France, comme l'Allemagne et l'Europe, soutient le renforcement du G5 et son objectif en deux étapes. Il s'agit d'abord de mutualiser, de mettre en commun, les moyens qui permettront de sécuriser les frontières qui est une priorité à laquelle Barkhane et les forces armées maliennes contribuent déjà aujourd'hui. Mais le relai sera pris dans le temps et pour cela il faudra apporter les moyens politiques, diplomatiques et financiers, notamment au niveau de l'Union européenne. Puis il y a la deuxième étape, qui est la mise en place de cette force opérationnelle pour lutter contre le terrorisme, en particulier au nord de la région du G5.

Tout cela va dans la bonne direction mais pour cela, il faut l'appui politique et diplomatique. Je sais que l'Union africaine va se prononcer officiellement dans quelques jours. Le conseil de sécurité des Nations unies, la France en tout cas, y travaille et le fera j'en suis certain. C'est en tout cas le sens des propos que m'a tenus le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, il y a quelques jours. Et puis avec l'Allemagne, nous ferons tout ce qui est possible pour que l'Union européenne accompagne ce qui a été engagé par les chefs d'Etat il y a quelques semaines.

Dernier mot que je voudrais dire, c'est que très souvent, sur des projets de développement, et nous avons rencontré avant l'audience présidentielle des jeunes représentatifs de la société civile, créateurs d'entreprises, pleins de projets, pleins d'initiatives, la France et l'Allemagne à travers leurs agences de développement et leurs opérateurs d'expertise, apportent leur soutien soit à des projets communs, soit de façon strictement bilatérales, et viennent conforter l'ensemble du travail qui est fait avec l'Union européenne. Sécurité et développement, tout va ensemble. Le Mali est sur un chemin difficile mais il avance dans la bonne direction et je suis heureux de le dire ici à l'occasion de cette nouvelle visite, avec amitié et fraternité.

Q - Ma question s'adresse aux deux ministres français et allemands : je voudrais évoquer ici encore une fois Kidal. On a l'impression que la communauté internationale ne partage pas cette préoccupation du peuple malien. La communauté internationale est aux côtés du Mali depuis plusieurs années, depuis le début de cette crise. Le peuple malien n'arrête pas de demander la présence de l'administration, de l'armée malienne à Kidal. On a toujours tenu ce discours diplomatique que ce sont des concertations inter-maliennes qui vont résoudre ce problème. Pourtant, vous avez beaucoup insisté sur le respect de l'intégrité territoriale du Mali. À quand concrètement la présence du Mali à Kidal ? Est-ce que vous pouvez dire aujourd'hui aux Maliens que la communauté internationale va soutenir le Mali à être présent très vite à Kidal ?

R - Une réponse brève parce que je vais vous répondre : oui il le faut. Au moment où le président Hollande a, en conseil de défense, décidé d'engager les forces françaises le 11 janvier 2013, il y avait une urgence absolue. La menace était là et si l'intervention n'avait pas été décidée aussi vite, à la demande des autorités maliennes, le risque était que les forces terroristes arrivent à Bamako. Heureusement, ce mouvement a été stoppé. Ensuite, il y a eu le relai pris par la MINUSMA et, pour autant, la France ne s'est pas désengagée puisqu'elle est présente avec Barkhane sous d'autres formes et avec des objectifs anti-terroristes clairement définis.

Puis il y a le G5 et ses objectifs dont j'ai parlés il y a quelques instants. Il y a enfin l'accord d'Alger qui est la charte sur laquelle se sont engagées toutes les autorités signataires, à la fois dans un processus de réconciliation mais aussi de réforme constitutionnelle avec le développement de la décentralisation. Nous en avons parlé avec le président de la République. Mais il y a des étapes et parmi ces étapes, il y a non seulement la mise en place des patrouilles mixtes mais aussi l'installation des autorités intérimaires et la nécessité pour l'État malien d'être présent sur la totalité du territoire. C'est indispensable, nous savons que c'est difficile, et je ne dis pas cela dans un esprit qui consisterait à faire la leçon aux autorités maliennes car ce serait trop facile. Mais nous accompagnons, nous soutenons et la présence de Barkhane que je viens d'évoquer est là pour le démontrer et pas seulement par des mots.

Par ailleurs, tout le travail qui est fait en commun, et notamment avec l'Allemagne, dans le cadre européen de la formation de l'armée malienne et des forces de sécurité intérieures, va dans cette direction. Mais il est indispensable à nos yeux, et le président Ibk l'a parfaitement admis, et c'est pourquoi cette conférence d'entente nationale a eu lieu encore récemment, que ces objectifs et ces engagements soient pleinement respectés. C'est la base même de la reconstruction et de la confiance et c'est vrai, je sais, que c'est difficile. Mais il est indispensable que l'État malien soit présent partout pour montrer qu'il y a un État, certes avec une diversité et des traditions différentes, mais qu'il y a un Mali dont l'intégrité territoriale doit être pleinement respectée.

Q - Dans le cadre du dialogue de réconciliation nationale, la France s'inquiète de voir deux groupes djihadistes, dont celui d'Iyad ag Ghali, être parties prenantes de ce dialogue national. Monsieur le Ministre des Maliens de l'extérieur, est-ce que vous pouvez nous confirmer que gouvernement malien poursuit ce dialogue avec ces groupes ? Et Monsieur Ayrault, si ce dialogue était avéré, est-ce que ce serait une ligne rouge pour la France ?

R - Écoutez, cette question a été abordée avec le président Keïta. La réponse a été très claire de sa part et je crois qu'il ne peut pas y avoir d'ambiguïté. Je l'ai dit moi-même dans mon propos introductif. Parmi ces groupes terroristes figurent celui dirigé par M. Iyad ag Ghali, qui s'est déclaré chef d'une organisation de type al-Qaïda, qui a, et c'est le président Keïta qui nous en a informés, revendiqué l'attaque contre cette intervention à la frontière avec le Burkina Faso de forces de Barkhane et de l'armée malienne et qui a fait un mort et des blessés, notamment le jeune soldat français auquel j'ai tenu à rendre hommage.

Comment négocier avec les terroristes ? Je crois que nous sommes engagés dans un combat et c'est un combat sans ambiguïtés. Et contre le terrorisme et ceux qui s'en revendiquent il n'y a qu'un moyen. Il n'y en a pas deux. Après, il y a d'autres efforts qui sont faits dans le sens de la réconciliation mais avec ceux qui étaient signataires de l'accord d'Alger et qui tardent encore à

se mettre dans le mouvement. Et c'est ceux-là qui effectivement doivent être le sujet des négociations de cette entente nationale, mais sans ambiguïtés. Et c'est vrai qu'ils peuvent subir des menaces, et plus que des menaces, l'attentat contre le MOC en est une illustration. Mais il ne faut pas qu'il y ait le moindre doute. En tout cas, pour la France, c'est clair, et le président Keïta l'a été aussi.

Q - (Sur la nécessité ou non de renforcer la présence militaire de l'Allemagne au Mali et sur l'avenir de la force Barkhane au Mali.)

R - Même s'il y a la MINUSMA, la décision de la France concernant Barkhane est de maintenir sa présence compte tenu de la menace qui existe dans toute cette région et ces 5 pays qu'on appelle désormais le G5 Sahel. Et cela, la France a décidé de la faire en toute responsabilité.

Mais évidemment, si l'on se projette dans le temps, il viendra un moment, et c'était l'un des thèmes du Sommet Afrique-France, où les pays africains auront leur capacité à assurer leur propre sécurité. Mais ce temps n'est pas encore arrivé. Il y a les programmes de formation qui ont été évoqués et la lutte contre le terrorisme qui a été engagée et qui est loin d'être gagnée. Et dans ce cadre, ce qu'on peut attendre de l'Europe, c'est qu'elle renforce encore son soutien, pas seulement en termes de soutien à la formation des différentes armées et de ce qui va être entrepris au titre du G5 Sahel mais aussi pour financer les capacités de ces différents États à mettre en oeuvre leurs capacités de sécurité.

L'Union européenne a cette vocation, elle le fait déjà avec la facilité africaine de paix mais il faut qu'elle le fasse davantage car notre mission, la mission de chacun de nos États mais aussi la mission de l'Union européenne, c'est de tout faire pour aider au développement de ces nations qui portent énormément d'énergie en elles. Et il n'y a pas d'opposition à conceptualiser entre sécurité et développement. On voit bien, quand on va dans chacun de ces pays, que les deux vont ensemble mais il ne faut négliger ni l'un ni l'autre.

L'effort qui est devant nous doit s'inscrire dans la durée et les débats sont de plus en plus nombreux au conseil des affaires étrangères. Ils se font aussi au niveau des Conseils européens, au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Ils ont donné lieu à un sommet Union européenne-Afrique à La Valette et des engagements ont été pris. Si on veut donner de l'espoir aux populations de tous ces pays, et notamment au Mali et à sa jeunesse qui doit avoir d'autres perspectives que l'émigration, alors il faut traiter ces deux questions et ne pas baisser notre engagement et mais au contraire le renforcer. En ce qui concerne la France, elle restera engagée avec Barkhane autant que ce sera nécessaire./.